

bitants des maux et des dangers inutiles. Le cabinet de Paris témoignait plus d'intérêt pour Venise et ne parlait pas des traités de 1815 ; mais au fond son langage était le même que celui de Londres, et il conseillait aussi de négocier bien vite. Sur ces réponses qui n'indiquaient que trop que Venise n'avait à compter sur aucun appui du dehors, Manin renouvela ses tentatives de négociation directe avec l'Autriche, et s'adressa à l'ambassadeur français à Vienne afin d'obtenir un sauf-conduit pour un envoyé qui irait dans cette capitale porter des propositions d'accommodement ; toutes les instances de cet ambassadeur furent vaines. Le gouvernement autrichien répondait qu'il ne voulait traiter avec Venise, et que si cette ville voulait se soumettre, elle devait s'adresser au maréchal Radetzky, investi de tous les pouvoirs nécessaires pour accepter sa soumission. Mais malgré cette déclaration hautaine, l'Autriche ne tarda pas à se montrer moins intraitable, et ce fut elle-même qui fit les avances. Vers la fin de mai, lorsque la prise de Malghera pouvait faire croire que Venise était abattue et découragée, l'un des plénipotentiaires autrichiens pour la paix avec le Piémont, de Bruck, vint au quartier général à Mestre, et écrivit à Manin qu'il était disposé à entendre les propositions du gouvernement vénitien. Quelques jours auparavant il était arrivé à Venise une lettre de Kossuth, annonçant que la Hongrie s'était érigée en république et voulait se mettre en relation avec Venise. Kossuth exhortait les Vénitiens à tenir bon tant qu'ils pourraient, et leur promettait de l'argent, deux frégates à vapeur achetées en Angleterre, et des forces de terre considérables. Ces promesses, la lettre si inattendue de de Bruck, la nouvelle des difficultés